

**Edouard PHILIPPE (46 ans)**

PREMIER MINISTRE DEPUIS LE 15 MAI 2017

Député de Seine-Maritime de 2012 à 2017

Maire du Havre depuis 2010

Proche d'Alain Juppé

**PARCOURS POLITIQUE**

Militant en faveur de Michel Rocard (PS) pour les présidentielles de 1995, il se rapproche par la suite de la droite et devient un **proche collaborateur d'Alain Juppé**, qui l'invite à participer à la fondation de l'UMP en 2002, dont il sera le directeur général (2002-2004).

Par un ami, il rencontre en 2001 Antoine Rufenacht, maire du Havre, qui lui propose de participer à sa liste municipale. En 2010, Rufenacht décide de laisser la main à son adjoint. Il est élu **maire du Havre** et président de la communauté d'agglomération en 2010, et réélu aux municipales de 2014.

Elu **député de Seine-Maritime** en 2012 avec l'étiquette UMP, il affiche cependant une forme d'ouverture transpartisane : il s'abstient lors du vote de la loi sur le mariage pour tous en 2013, et s'oppose à l'extension de la déchéance de nationalité fin 2015.

S'il n'a été que peu présent à l'Assemblée nationale et notamment à la commission des lois (aucune proposition de loi ou de rapport à son nom), il a porté certains **sujets**, en particulier en tant qu'adjoint au maire du Havre :

- le développement économique et portuaire (*VP du groupe d'étude « Politique portuaire » à l'Assemblée, membre du groupe « Mer, pêche et souveraineté maritime » et « Energies »*)
- l'urbanisme et l'habitat (*membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de 2012 à 2013, membre du groupe d'études « Villes et banlieues »*)
- les affaires juridiques (*conseiller d'Etat, membre de la commission des lois constitutionnelles*)

Il est **porte-parole d'Alain Juppé** pendant la campagne présidentielle 2017, puis quitte l'équipe de François Fillon après l'éclatement de divers scandales. A partir de janvier, il écrit plusieurs chroniques sur Emmanuel Macron pour Libération, considérant que pour réussir, celui-ci devra « transgresser ».

PARCOURS PROFESSIONNEL

- Diplômé de Sciences Po et de l'**ENA**, promotion Marc-Bloch (1995-1997), il intègre le **Conseil d'Etat** et se spécialise en droit des marchés publics
- Il est **avocat** jusqu'en 2007 au sein du Cabinet Debevoise & Plimpton LLP
- En mai 2007, il rejoint le **cabinet d'Alain Juppé** au ministère de l'Écologie, jusqu'à la démission de ce dernier en juin 2007 après sa défaite aux législatives
- Il est élu **maire du Havre** et président de la communauté d'agglomération en 2010

POUR INFORMATION

- Il a exercé les fonctions de directeur des Affaires publiques du **groupe Areva** de 2007 à 2010
- Il **co-présidait** depuis sa création le **club « Mer et Océan »**

FICHE NOMINATION

**Nicolas HULOT (62 ans)**

MINISTRE D'ETAT EN CHARGE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DEPUIS LE 17 MAI 2017

Prescripteur de la pensée écologiste en France

Créé la Fondation Ushuaia en 1990, dédiée à la protection de l'environnement, qui devient en 1995 la Fondation Nicolas Hulot dont il était président jusqu'à aujourd'hui

**SOCIÉTÉ
CIVILE**

PARCOURS POLITIQUE

Militant emblématique de la cause environnementale, il a souvent tenté d'infléchir la conduite de la politique gouvernementale en ce sens, mais sans jamais accepter de rentrer au gouvernement.

En 2002, il refuse la proposition de Jacques Chirac de devenir ministre de l'Écologie. Il sera néanmoins l'un des auteurs du célèbre discours du chef de l'État lors du Sommet de la Terre en Afrique du Sud.

En 2007, il propose un « **pacte écologique** » aux candidats à la présidentielle. Cinq d'entre eux signent le texte, dont Ségolène Royal, François Bayrou et Nicolas Sarkozy. Ce dernier proposera aussi à Hulot un ministère, qu'il refusera.

En 2011, il participe à la primaire d'Europe Écologie-Les Verts en vue de la présidentielle de 2012 mais c'est finalement Eva Joly qui est retenue par les militants.

En 2012, il est nommé « **envoyé spécial pour la protection de la planète** » par François Hollande. Il fut également l'un des instigateurs de la COP21 à Paris, mais en 2016 il refuse de nouveau un poste de ministre lors d'un remaniement gouvernemental.

Son entrée au gouvernement d'Edouard Philippe fait donc figure de « victoire », et a été facilitée par la participation de **Matthieu Orphelin**, ancien porte-parole de la Fondation Nicolas-Hulot, à l'équipe en Marche dans laquelle il a contribué au groupe de travail sur l'écologie. Celui-ci est désormais candidat aux législatives à Angers sous l'étiquette La République en marche.

IDEOLOGIE

- **Préfigurateur du Grenelle de l'environnement en 2007**, sous la présidence Sarkozy, Nicolas Hulot a été un des premiers à lancer l'idée d'un **Grenelle de l'Alimentation** pendant la campagne présidentielle 2017, idée ensuite reprise par l'actuel président Emmanuel Macron. Il pourrait donc être l'un des principaux instigateurs des États Généraux de l'Alimentation promis pour l'été, au risque de promouvoir un modèle très « verdi », basé sur une révision de la fiscalité des modes de production et de consommation.
- Il s'est également prononcé pour une « démocratie alimentaire », où la sécurité alimentaire des Français serait une priorité, et **a soutenu le programme très écologiste de Benoît Hamon** pendant la campagne.

POUR INFORMATION

- La Fondation Hulot devient en 1996 la **première fondation reconnue d'utilité publique dans le domaine de l'environnement**. Tournée au départ vers l'éducation du public, en particulier des plus jeunes, à l'environnement, elle évolue, à la faveur de la révision de ses statuts en 2005, vers des activités davantage orientées vers « la mobilisation citoyenne » au travers de ce que la fondation qualifie de « lobbying d'intérêt général ».
- Trois entreprises siègent au conseil d'administration de la fondation Nicolas Hulot : TF1, EDF et L'Oréal ; un mécénat souvent décrié.



FICHE NOMINATION

Élisabeth BORNE (56 ans)

MINISTRE CHARGÉE DES TRANSPORTS AUPRÈS DU MINISTRE D'ÉTAT DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DEPUIS LE 17 MAI 2017

Directrice de la RATP de 2015 à 2017

Ancienne directrice de cabinet de Ségolène Royal

Proche de Lionel Jospin

**SOCIÉTÉ
CIVILE**

PARCOURS POLITIQUE

Si Élisabeth Borne n'a jamais occupé de fonction élective, le monde politique ne lui est pas inconnu. En effet, cette **haute fonctionnaire marquée à gauche** a travaillé pendant 9 ans au sein de cabinets ministériels.

PARCOURS PROFESSIONNEL

- Élisabeth Borne entre pour la première fois au sein d'un cabinet ministériel en tant que Cheffe du bureau des effectifs et de l'organisation, puis chargée de mission auprès du directeur du personnel au ministère de l'Équipement (1987-1989)
- Elle devient Secrétaire générale du schéma directeur régional à la direction régionale de l'équipement d'Île-de-France de 1989 à 1991.
- Entre 1991 et 1993, Élisabeth Borne travaille au sein de **plusieurs cabinets ministériels** : elle est conseillère de Lionel Jospin à l'Éducation, de Jack Lang à la Culture puis de Jean Glavany à l'Enseignement technique.
- Après la défaite socialiste de 1993, elle occupe un poste à la direction des foyers pour travailleurs migrants de la Sonacotra.
- Entre 1997 et 2002, Élisabeth Borne est conseillère au cabinet du Premier ministre Lionel Jospin sur les sujets relatifs aux **transports et à l'urbanisme**.
- Elle sera successivement **Directrice de la stratégie à la SNCF** (2002-2008) puis **Directrice des concessions d'Eiffage** (2007-2008).
- Pendant 5 ans, elle occupe le poste de **Directrice de l'urbanisme de la ville de Paris**.
- Élisabeth Borne est **Préfète de la région Poitou-Charentes**, présidée par Ségolène Royal, de janvier 2013 à avril 2014.
- De 2014 à avril 2015, elle retourne en ministère en tant que **Directrice de cabinet de Ségolène Royal**.
- En 2015, elle est élue **Présidente-directrice générale de la RATP** (Régie autonome des transports parisiens).

POUR INFORMATION

- Née de parents directeurs d'un laboratoire pharmaceutique, elle est diplômée de l'École polytechnique, de l'École nationale des ponts et chaussées ainsi que du Collège des ingénieurs (diplôme de MBA).
- Élisabeth Borne est chevalier de l'ordre national du Mérite depuis 2008 et a été nommée chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur en 2013.



Bruno LE MAIRE (48 ans)

MINISTRE DE L'ECONOMIE DEPUIS LE 17 MAI 2017

Député de l'Eure de 2007 à 2009 et de 2012 à 2017

Ancien Ministre de l'Agriculture

Candidat à la primaire de la droite et de centre en 2016



PARCOURS POLITIQUE

Proche de Dominique de Villepin, dont il est la plume lorsque celui-ci était Ministre des Affaires étrangères puis directeur de cabinet à Matignon, il devient député de l'Eure en 2007, circonscription qu'il récupère au bénéfice de la démission de Jean-Louis Debré. Il est ensuite nommé **secrétaire d'Etat aux Affaires européennes** au sein du gouvernement Fillon avant de devenir **Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche** en 2008. Pressenti pour récupérer Bercy suite à la nomination de Christine Lagarde à la tête du FMI, François Baroin lui est finalement préféré par Nicolas Sarkozy.

Réélu député, **il est candidat à la présidence de l'UMP** en 2012, mais est contraint d'abandonner rapidement, faute de parrainages. Deux ans plus tard, il est de nouveau candidat, mais perd face à Nicolas Sarkozy. Durant cette campagne, il bénéficie du soutien de 52 parlementaires UMP et obtient **29,18 % des voix**. Encouragé par ce score, il se porte **candidat à la primaire de la droite et du centre** pour l'élection présidentielle de 2017, mais réalise une performance bien moins convaincante puisqu'il obtient à peine plus de 2 % des voix. Pour le second tour, il annonce voter pour François Fillon et devient son représentant pour les affaires européennes et internationales dans le cadre de la campagne présidentielle avant de **démisionner le 1er mars 2017, à la suite de la mise en examen de François Fillon**. Il annonce toutefois qu'il votera pour François Fillon en vertu des engagements pris dans le cadre de la primaire.

Bien qu'il ait à plusieurs reprises critiqué Emmanuel Macron durant la campagne pour l'élection présidentielle de 2017, il s'est dit prêt, après la victoire de ce dernier, à « **travailler dans une majorité de gouvernement** ». La République en marche ! ne lui oppose pas de candidat lors des législatives qui suivent, et il est nommé **ministre de l'Économie dans le gouvernement Édouard Philippe**. Suite à son ralliement, il est exclu des Républicains.

A noter que la vision de l'économie, et surtout sa transformation, entre le nouveau Président de la République et le locataire de Bercy n'est **pas totalement alignée**, notamment sur la CSG, la suppression de l'ISF et la baisse des dépenses publiques et du nombre de fonctionnaires.

PARCOURS PROFESSIONNEL

- Agrégé de Lettres Modernes à Ecole Normal Supérieure de Paris (ENS) en 1992), il est diplômé de Institut Politique de Paris en 1995, puis de l'ENA l'année suivante.
- En 1998, il entre au ministère des Affaires étrangères, à la Direction des Affaires stratégiques, de Sécurité et du Désarmement.
- Il rejoint ensuite Dominique de Villepin, Secrétaire général de l'Elysée sous la présidence de Jacques Chirac, puis le suit au Ministère des Affaires étrangères, où il sera sa plume, puis à Matignon, comme conseiller politique puis Directeur de cabinet.
- **En 2012, il démissionne de la fonction publique.**

POUR INFORMATION

- Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le monde politique comme *Le Ministre* (2004) et *Des Hommes d'Etat* (2008), Lauréat du Prix Edgar Faure.